

Initiatives ministérielles

En réalité, le gouvernement n'a fait que créer un des régimes fiscaux les plus régressifs de l'histoire de notre pays et ce, à un moment où les tensions linguistiques et raciales ont augmenté au Canada. Le gouvernement a donc ajouté à cela un nouveau problème, les tensions régionales.

S'il y a ici un député qui doute de la sincérité de mon discours, qu'il se rende dans une localité du Canada atlantique qui a été fermée parce que le gouvernement a abandonné sa politique de développement économique régional. Le seul ministère qui était perçu comme un organisme visant à promouvoir une politique de développement régional au sein du gouvernement central a été aboli par le projet de loi C-3. Il n'y aura plus jamais de ministère responsable devant le Cabinet du développement régional au Canada atlantique. Ce sont des agences qui joueront ce rôle.

Depuis 18 mois, le gouvernement laisse des ententes de développement régional représentant une somme de 1,221 milliard de dollars arriver à expiration dans la région de l'Atlantique. Plus nous nous sommes plaints dans cette enceinte et plus nous avons demandé au ministre responsable de l'Agence de promotion économique du Canada atlantique de nous donner des chiffres précis, plus il a tenté de nous donner des moyennes quinquennales ou septennales. C'est dans la région de l'Atlantique qu'on subit les répercussions de la politique économique du gouvernement. Le fait est que le gouvernement n'a débloqué que 274 millions de dollars, afin de renouveler des ententes de développement économique qui prévoyaient des dépenses de 1,221 milliard de dollars. Il n'est pas nécessaire d'être bon en calcul pour savoir que cela représente une différence de 1 milliard de dollars.

Le vice-premier ministre a déclaré à un certain nombre de reprises qu'il attachait tellement d'importance à la mise sur pied d'un réseau national de transport ferroviaire-voyageurs au Canada que son gouvernement allait prendre toutes les mesures voulues pour ce faire. Les conservateurs étaient censés moderniser et rénover le réseau, afin que nous puissions compter sur un réseau de transport national moderne et efficace. Or, le ministre actuel des Transports affirme maintenant qu'on a dû tuer le patient pour son bien. C'est fondamentalement ce qu'il a déclaré. Il a affirmé qu'on avait réussi à sauver le corps et à le préserver dans un merveilleux état. Cependant, les conservateurs ont détruit le rêve d'un réseau national de transport ferroviaire d'un bout à l'autre du pays.

Le nouveau ministre des Transports sourit. Eh bien, monsieur le ministre, si vous pouviez vous rendre en Nouvelle-Écosse et voir ce que les gens pensent de votre politique en matière d'économie et de transport, depuis l'Île du Cap-Breton et à travers toute la province où vous avez détruit le réseau ferroviaire, vous iriez peut-être rire ailleurs à l'heure actuelle. Vous vous absteniez de le faire dans cette enceinte, car vous avez perdu la confiance des gens à cet égard. C'est également le cas dans le nord de l'Ontario et dans l'ouest du pays.

Le gouvernement a parlé de l'importance qu'il attachait aux programmes sociaux. Les ministériels sont passés maîtres dans l'art de l'ambiguïté. Ce sont des experts en la matière au niveau national.

Ils ont présenté un projet de loi qui, en fait, s'en prenait aux pensions de nos personnes âgées. Dans ce projet de loi, il n'était pas question de «récupération», car ils ont peur des mots. Mais nous avons dit: «Vous allez récupérer les prestations de retraite des personnes âgées». Ils ont répondu: «Non, non, pas du tout».

Il existe un mécanisme appelé Indice des prix à la consommation, moins 3. Autrement dit alors que le taux d'inflation s'élève, les prestations ne sont pas indexées intégralement en fonction du taux d'inflation. Six mois après l'adoption du projet de loi, les personnes âgées savent maintenant quelle est l'incidence de cette mesure et ce qu'elle sera dans 10, 15 et 20 ans.

Le gouvernement voulait tellement redistribuer la richesse dans le pays qu'il a réduit le Financement des programmes établis, le FPE, un élément fondamental à la politique économique de notre pays en vertu duquel on estimait juste, équitable et nécessaire, pour assurer l'unité du pays, d'appliquer des normes nationales aux programmes de santé et d'enseignement postsecondaire.

En Nouvelle-Écosse, dans quelques années, selon les propres documents du gouvernement, nous allons perdre 80 millions de dollars. Cela dans une province qui compte moins d'un million d'habitants. J'ignore si le gouvernement s'imagine que l'air salin fait croître des dollars dans les arbres là-bas ou quoi. Mais je puis vous dire dès maintenant que, en raison des réductions effectuées par le gouvernement et parce qu'il a transmis la responsabilité de son déficit aux provinces, les excédents budgétaires de la Nouvelle-Écosse et de l'Île-du-Prince-Édouard sont devenus des déficits budgétaires qui ont été répercutés ensuite sur les municipalités les plus pauvres du Canada, celles du Canada atlantique.

Quant à la péréquation, on me dit qu'en janvier, un fonctionnaire du cabinet du ministre des Finances a rendu visite aux fonctionnaires des ministres des Finances du Canada atlantique. Il leur a dit: «Une légère modification sera apportée à la péréquation». Ne vous